Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle, de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière
- Section Départementale des Landes -

Maison des syndicats 97 Place de la Caserne Bosquet
BP 217 - 40004 Mont de Marsan cedex -
Tél. : 07 81 24 53 96 (Nicolas GUYARD- secrétaire fédéral départemental)
06 84 73 93 43 (Isabelle BENQUET secrétaire fédérale départementale adjointe)
Email : *fnecfp.fo40@free.fr* **Site National :** *https://www.fo-fnecfp.fr*

Communiqué de Presse

Pour le maintien et le développement des structures médico-sociales *(IME, ITEP…)*,
Pour le droit à un enseignement adapté au handicap
pour tous les élèves en situation de handicap, quel que soit le coût,
la FNEC FP-FORCE OUVRIERE 40 soutient le rassemblement
organisé par l'association LOUNA 40.

La FNEC FP-FO 40 et ses syndicats invitent les personnels enseignants et les AESH à défendre cette revendication en participant au rassemblement du mercredi 21 septembre, à partir de 13h30, à Mont de Marsan, devant l'ARS ***(Cité Galliane, à côté de l'Inspection Académique)***

Cette initiative a pour objectif de dénoncer publiquement le manque de places dans les structures médico-sociales, comme les Instituts Médico-Educatifs, les Instituts Thérapeutiques, Educatifs et Pédagogiques qui permettent à certains élèves en situation de handicap de bénéficier d'un enseignement adapté à leur(s) handicap(s) dispensé par des enseignants spécialisés, dans des classes à effectif réduit, d'éducateurs spécialisés, d'une équipe de soins.

Ce manque de places dans les structures médico-sociales (IME, ITEP…), au nom de la politique d'inclusion systématique dans les classes « classiques » arrêtée par les autorités publiques, a des conséquences concrètes : délai de plus en plus long pour être intégré dans une telle structure, listes d'attente de plus en plus importantes, enfants en situation de handicap en souffrance dans des classes « ordinaires » ou pas scolarisés du tout, parents des élèves concernés désemparés et souvent contraints d'arrêter leur activité professionnelle, personnels enseignants et accompagnants face à des situations de plus en plus difficiles à gérer.

FORCE OUVRIERE dénonce depuis des années cette inclusion systématique, coûte que coûte, en sachant que l'inclusion d'un enfant en situation de handicap dans une classe « ordinaire » a un coût sept fois moins élevé que dans une structure médico-sociale.

FORCE OUVRIERE revendique depuis des années non seulement le maintien des structures spécialisées, mais aussi leur développement afin de répondre aux besoins criants.